

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

## RESOLUTION.

L'Union Républicaine de langue française de New-York, dans sa séance du 9 Avril, a voté la déclaration suivante :

“ Le gouvernement de l'Assemblée de Versailles a voulu décapiter Paris et lui ravir ses droits de parler, d'écrire, de se réunir, et surtout d'être armé. — Paris s'est soulevé. Il a bien fait ! Et nous, membres de l'Union Républicaine de langue française de New-York, déclarons à l'unanimité être avec Paris contre ses oppresseurs.

“ Nous sommes pour les communiens parce que nous ne reconnaissons à aucune majorité, quelle qu'elle soit, le droit d'éterniser le provisoire, quand la République est le seul gouvernement rationnel, vu que c'est le seul qui réserve les droits des générations futures.

“ Nous sommes contre la majorité de l'Assemblée, parce qu'elle viole les droits des municipalités, qui sont la garantie de la liberté des citoyens, et que nous croyons les gouvernants faits pour servir le peuple, et non le peuple fait pour être la proie de ses gouvernants !

Il n'est pas question dans notre déclaration, de contester si la majorité de tous vaut mieux que celle d'un parti, ni si une Assemblée élue par le suffrage universel est légitime. — Non !

Il s'agit de savoir si l'Assemblée qui fait loi, comme on dit, a un pouvoir sans limites ; et si elle peut prendre telle ou telle mesure arbitraire selon ses fantaisies passionnées.

Si, parce qu'elle est élue de la majorité du pays, son pouvoir est illimité, qu'on nous coupe la langue, qu'on nous crève les yeux, et applaudissons.

Mais si, comme nous le maintenons, son pouvoir a des bornes, elle ne peut les dépasser sans qu'aussitôt sa légitimité soit frappée de nullité.

En voulant empêcher les Parisiens de se réunir, de manifester leurs pensées par la parole et par la plume, et surtout de rester armés, l'Assemblée a outrepassé ses pouvoirs ; elle a été suicidée. Elle n'est plus qu'une provocation à l'émence.

Elle a été légitime certainement après son élection, puisque le consentement manifesté par le suffrage universel est aujourd'hui le critère de la politique, et elle est restée telle aussi longtemps qu'elle n'a pas violé son mandat.

Mais dès l'instant qu'elle s'est crue maîtresse de disposer des droits inaliénables du peuple, et qu'elle s'est permis de les lui supprimer, dès ce moment, elle n'a plus été qu'une réunion d'usurpateurs, et le devoir de tous les bons citoyens a été de la répudier.

## NECROLOGIE

## !!! GUSTAVE FLOURENS !!!

!!!

GUSTAVE FLOURENS vient de mourir à la tête de sa brigade, en défendant les libertés communales.

La France perd en lui un de ses meilleurs fils, et la

République un de ses défenseurs les plus vrais, les plus braves, les plus savants et les plus généreux.

Il est mort pour le droit ! Honneur à lui !

La République lui était chère, aussi lui a-t-il sacrifié son avenir, son repos, sa vie. Son sacrifice a été à la hauteur de son mérite ; et ni la France, ni la République des peuples n'oublieront les services qu'il leur a rendus.

Riche, il ne s'est occupé que des intérêts de ceux qui ne possèdent pas. Savant, il a renoncé à sa place de professeur, plutôt que de ne pas servir la liberté.

Partout où un peuple a revendiqué ses droits, il est accouru pour se mettre à la disposition des opprimés.

Vaillant, intelligent et sincère, on l'a redouté ! Aussi Trochu, Vinoy, Ducrot et autres ont-ils songé à s'en débarrasser.

Ils l'ont envoyé au feu, lui et les siens, un contre vingt ; et lorsque, à leur grand étonnement ils en sont revenus, ils ont voulu les y renvoyer une seconde fois.

C'est alors qu'il leur fut répondu : Envoyez-nous, un Républicain contre trois Prussiens, nous y courrons de suite, mais un contre vingt ! Non ! Car ce n'est pas de la guerre, c'est de la duperie !

A-t-on interprété ce refus pour accuser les républicains de couardise ? Aujourd'hui, on voit si c'était la peur d'aller au feu qui a fait qu'on n'a pas repoussé les Prussiens, ou la trahison des généraux qui voulaient faire écraser les républicains de Belleville, pour avoir le champ libre.

Que les Parisiens triomphent ou succombent, la preuve est faite à l'heure qu'il est, que ce sont les généraux qui n'ont pas voulu se battre, et que si, comme le demandait Flourens, emprisonné pour cela, on avait envoyé deux cent mille hommes à Versailles, lorsqu'on a en chassé les Prussiens de Montretout, la République aurait été triomphante, et l'ennemi ne nous aurait pas volé dix ans de notre travail, deux provinces et notre honneur par-dessus le marché.

Nos généraux ont trouvé qu'il y avait du brouillard, ce jour là, qu'ils n'y voyaient pas clair, et qu'enfin ils pourraient s'enrhumer.

Ah ! Flourens, si ces misérables t'avaient écouté ; mais non ! Ils t'ont condamné à mort. Tout est fini pour toi. Repose en paix. Peu de Français t'ont valu, peu ont fait autant que toi ; et si, parce qu'on t'a méconnu, le nombre de ceux qui te regrettent n'est pas aussi grand qu'il devrait l'être, que ta mémoire s'en console, tu es pleuré et regretté par les meilleurs.

Tu as fait ton devoir, Flourens. Honneur à toi !

Tu es mort en combattant pour la liberté. Gloire à toi ! La postérité ne t'oubliera pas !

## L'Assemblée rurale et de démembrement.

Charles X a voulu faire son coup d'état le 25 juillet 1830, il a été détrôné.

Louis Philippe a voulu supprimer le droit de réunion, le 22 février 1848, on l'a dispersé lui et les siens.

La commission exécutive de 1848 a empêché aussi les réunions : se voyant assez forte pour provoquer l'émence, Marie et son neveu bonapartiste, Emile Thomas, à l'instigation du jésuite Falloux, ont dissout brusquement les Ateliers nationaux et fusillé les dévoués, elle a été sur le champ attaquée et dévorée par les plus intriguants de ses partisans.

Les Cavaignacquistes ont été sans pitié envers les insurgés de juin et sans respect pour la liberté ; lorsqu'on a voté pour la présidence, Napoléon a été élu.

Quand Napoléon et ses affidés ont vu que les élections de 1852 seraient républicaines, ils se sont mis à violer les lois, à arrêter, à proscrire et assassiner qui pour un grade, qui pour une place, qui pour une croix, qui pour de l'argent, deux cent mille citoyens environ.

Depuis c'est la force qui gouverne. Mais direz-vous, un nouveau gouvernement, dit de défense nationale, a été proclamé le 4 septembre.

Ici les extrêmes se touchent ; mais ne remédient à rien.

C'est la faiblesse de l'empire qui a fait naître le

gouvernement Favre, Picard et compagnie, car nous en convenons, on ne doit pas la chute de l'empire à l'énergie de ces messieurs, comme on l'avait cru d'abord, mais à la fuite précipitée des héros napoléoniens qui à Paris, comme partout, n'ont su que faire usage de la poudre d'escamoteur.

Ce nouveau gouvernement, au lieu de répudier tout simplement l'empire, de déclarer que tout ce qui avait été fait depuis le deux décembre était nul et non avenu, que la constitution de 1848 redevenait jusqu'à sa prochaine révision la loi de la France, ce qui était une solution, et qu'en vertu de sa mise en vigueur on allait poursuivre tous ceux qui l'avaient violée, ce nouveau gouvernement, dis-je, a confié la défense de la France à ses plus mortels ennemis, aux jésuites, aux magistrats impériaux et à tous les décebristes qu'il a pu trouver.

Puis après la débacle, lorsque tout a été compromis, rendu, perdu, sous la direction des curés, des ratapollis et de Bismark, il a fait voter les vieux plébiscitaires pour avoir un gouvernement régulier ; gouvernement si régulier qu'il n'est encore que provisoire.

C'est ici le point où tout devrait s'éclaircir.

Une assemblée élue par le suffrage universel n'est-ce donc pas une solution ?

Cela pourrait en amener une ; mais malheureusement pour la France les hommes qui ont été élus n'en veulent pas de solution, aussi longtemps qu'ils n'auront amené la France à prendre leur ours, c'est-à-dire leur prince.

La République n'est pas leur affaire ; elle ne répond pas à leur soif de privilèges et de distinction de rangs dans la société.

Aussi son premier acte a-t-il été d'insulter Garibaldi et d'empêcher Victor Hugo de parler.

Le second, de livrer deux peuples qui ne lui appartiennent pas, comme si les hommes n'étaient que des bêtes, lorsque leurs généraux déclarent la continuation de la guerre possible, et que l'occupation de Paris allait nécessiter presque le même nombre de troupes pour le garder qu'il en avait fallu pour l'assiéger.

Le troisième de tenir Paris en suspicion, parce que son vote a été républicain, et de le décapiter, tout simplement pour l'en punir, en allant à Versailles où les 18 brumaires se font et se feront tout aussi facilement qu'ailleurs.

Le quatrième, de permettre à ses ministres de réintégrer les magistrats, préfets et officiers qui ont violé la loi et le droit en 1851, ce qui est une preuve de son approbation morale pour les coups d'état et son absence de respect pour la justice. Car le coup d'état est un crime qu'il faut punir, ou une action d'éclat digne de récompense.

Le cinquième, de choisir des décebristes que Gambetta avait renoués comme incapables, les sachant ennemis des républicains, et entre autres, le célèbre commandant Vinoy, qui pour sa part a été le provocateur de plus de cent assassinats commis en 1851 dans les départements du centre de la France.

Le sixième, de déclarer et de maintenir Paris en état de siège, l'ennemi étant parti ; de donner à ces commandants bonapartistes carte blanche sur les Parisiens comme sur un troupeau destiné à la boucherie, et d'insulter ses maires en pleine assemblée.

Le septième, de supprimer la liberté au lieu d'en réprimer les abus, de faire fermer leurs lieux de réunion et ensuite de vouloir les désarmer.

Une assemblée, fut-elle élue à l'unanimité, qui se permet de toucher aux droits des peuples, est une assemblée usurpatrice qui rappelle aux citoyens que l'insurrection est le plus saint de ses devoirs, et qui se suicide tout comme se sont suicidés les pouvoirs usurpateurs de Charles X, de Louis Philippe, de Cavaignac, de Napoléon et autres.

Ce n'est pas parce qu'elle réprime l'insurrection, ou parce que tous les journaux calomnient les victimes du droit, qu'elle vivra ; non. La force la galvanisera un peu, mais elle n'en sera pas moins une monie.

La force, au service de l'usurpation, est un instrument trop fragile pour que n'importe quel pouvoir puisse reposer dessus. — Puis elle coûte trop cher, pour un pays ruiné par la trahison de ses généraux.

L'Assemblée rurale et de démembrement a violé son mandat. Elle s'est mise hors la loi, et ce n'est pas par la patience qu'on obtiendra d'elle quelque chose de juste. Il y a 22 ans, le peuple a pris patience 3 ans; il est arrivé à l'Empire. — Il ne faut pas que cela se répète.

L'Assemblée, en supprimant les droits du peuple de Paris, comme si elle était maîtresse de les accorder ou de les relever, a abusé de son mandat. Il faut qu'elle se dissolve ou soit dissoute; et si nous le pouvions, nous le déclarons hautement, nous en punirions sévèrement tous les membres prévaricateurs.

Les représentants ne sont pas les maîtres du peuple, mais ses serviteurs et rien de plus; et ils oublient que ce ne sont pas les gouvernants qui doivent être libres mais les citoyens.

OPINION

du citoyen Jules Leroux et de ses amis

DE LA

Section A du Kansas

[UNION REPUBLICAINE DE LANGUE FRANÇAISE]

sur les affaires de France depuis le 4 Septembre 1870.

Neuchâtel, Nema à county, 8 Mars 1871.

A demain les affaires sérieuses. A demain l'enseignement dogmatique et la vue des choses à venir.

Exhalez en ce moment les douleurs de notre âme que la vue d'aujourd'hui des choses d'hier ravive et rend amères au suprême degré. C'est à en mourir si nous ne le faisons pas. Pleurez, pleurez, vous que la douleur suffoque, autrement vous mourrez, ou vous deviendrez fous.

Quelles horreurs se sont commises en France depuis septembre dernier? Que d'hommes tués, que de femmes ensevelies, que d'enfants morts! Que de vies humaines gaspillées, saccagées, ruinées!

En face de tant de cadavres amoncelés, faits et à faire, que me parlez-vous toujours de la France, de ses malheurs, de sa gloire perdue, de son prestige détruit, des humiliations cruelles qu'elle endure! Vils hypocrites, abominables Jésuites, petits hommes d'état, vous tairez-vous donc enfin, ou ne ferez-vous pas encore quelque amende honorable, votre *mea culpa* si vous êtes repentants, votre propre apothéose, si vous avez pour vous quelque estime réelle!

Mais nous attendrions trop longtemps de vous cette heure de justice tardive; allons au-devant d'elle. Chargez-nous nous-mêmes de votre apothéose et de votre *mea culpa*. Les faits ne sont-ils pas là, devant nous!

Expliquera qui voudra, par le fait du Prussien et de sa guerre scélérate, tous ces crimes, toutes ces infamies dont la connaissance ou la révélation tardive vient nous prendre à cette heure; (8 mars 1871.) nous ne le ferons pas, nous qui les avons prévus à l'avance, et qui les avons lors signalés.

Non, ce n'est pas le Prussien qui fait les morts en France, c'est uniquement vous, scélétrats!

I

Qui a fait la guerre contre le Prussien après Sedan? Vous. Qui a rendu cette guerre atroce, barbare, honteuse, criminelle? Vous. Qui a fait de Paris une vaste souricière aux proportions immenses? Vous. Qui l'a fait investir durant quatre mois douze jours sans réels combats? Vous. Qui l'a mené tout doucement ainsi, l'hiver, aux horreurs de la plus intense famine? Vous. Qui l'a fait capituler et qui a rendu ses forts? Vous. Qui a créé, semé, entretenu dans son sein l'horrible guerre civile? Vous. Et qui le fera peut-être noyer dans le sang de son populaire versé par les mains prussiennes, en introduisant, malgré lui, dans son intérieur, le vainqueur justement étonné devant ses murs ouverts, de n'y pouvoir entrer sans combattre? Vous, vous, toujours vous.

Vous ne nous ferez pas ici prendre le change sur tous ces faits, nous qui vous connaissons mieux encore que vous ne vous connaissez vous-mêmes.

C'est vous qui avez construit de vos mains cet horrible holocauste qui s'appelle tristement aujourd'hui le siège de Paris durant les ans de grâce 1870-71.

C'est vous, vous encore, toujours vous, qui, sous le fallacieux prétexte de délivrer Paris, avez tâté, éreinté le reste de la France, et créé des armées sans force réelle, sans généraux, sans vivres, que vous lanciez aussitôt aux abattoirs prussiens, prévenus, toujours

prévenus, pour qu'elles y soient décimées.

Non, l'Empire n'est pas plus noir que votre âme, et Bonaparte à Sedan, Bazaine à Metz, pour leur cause, n'ont rien fait autre chose, en petit, que ce que vous avez fait en grand pour la vôtre.

Oui, vous avez fait tout cela. Et c'est en cela que votre crime consiste, qui, si vous en aviez conscience, vous ferait faire aussitôt votre *mea culpa*.

Mais c'est aussi en cela que consiste votre gloire, qui, si vous en aviez conscience, vous ferait faire aussitôt votre propre apothéose.

II

Faut-il des faits pour démontrer la justesse de cette opinion, qui, grâce à vos menées habiles, semble jurer encore avec l'apparence, mais qui, de plus en plus, marche avec la vérité?

Les journaux en sont pleins. Garibaldi, Bourbaki, ignominieusement, indignement sacrifiés; Gambetta, Rochefort, joués, trompés! et tant d'autres, tant d'autres!

Assurément le jour se fait plein, entier, sur votre compte, et l'inflexible histoire déjà vous tient dans ses mains vengeresses.

A cette démonstration de votre crime, si facile à faire pour qui lit les journaux, nous préférons donc ici faire votre apothéose.

Ecoutez.

III

L'axiome sacré qui brille à vos regards (comme il brille aux nôtres d'ailleurs) est celui-ci:

Qui veut la fin veut les moyens.

Donc, quelle est votre fin?

Serait-ce vous oser oser que de définir ainsi cette fin: *Le maintien intégral de la société actuelle?* Assurément non. Et si ce maintien intégral de la société actuelle était fondé en droit et en raison, en Dieu et dans les hommes, vous seriez les plus grands hommes de l'époque et les plus grands bienfaiteurs de l'Humanité.

Malheureusement il n'en est point ainsi.

Conclusion logique: Ceux qui, contrairement à vous, ne veulent pas le maintien intégral de la société actuelle, sont par vous déclarés vos ennemis.

Or quels sont-ils?

Ils ont pris eux-mêmes un nom de guerre, et s'appellent entre eux *socialistes*.

Tandis que, fidèles au vieux drapeau sanglant et déchiré de la philosophie du XVIIIème siècle, vous agitez dans vos mains débiles l'étendard de Voltaire et de Montesquieu, ils font flotter, eux, à tous les vents du ciel et de la terre, le drapeau vierge encore de sang (et qui toujours aspire à l'être) de la philosophie du XIXème siècle.

Ce sont là vos ennemis.

Autour d'eux, à côté d'eux, se rangent, en auxiliaires, tous ces gens qui, fidèles aussi au vieux drapeau sanglant, usé, de la philosophie du XVIIIème siècle, vont, dans cette philosophie même, puiser des étendards rivaux, hostiles, ennemis à celui combiné de Voltaire et de Montesquieu, qui est le vôtre.

Ils sont encore vos ennemis.

Vous les appelez les *rouges*, les *demagogues*, les *baveurs de sang*. Ils sont tout simplement disciples de Rousseau, de Diderot, d'Helvétius, d'Holbach. Ils sont *imitateurs*, *reproducteurs*, à notre époque, des Jacobins et des Montagnards nés en 89, toi t comme vous, vous n'êtes, dans nos jours malheureux, que des *reproducteurs*, des *imitateurs*, des Girondins de cette époque.

Il n'y a pas en eux et en vous plus d'originalité que cela.

Et, comme pour les Girondins, vos alliés naturels sont les royalistes, les nobles et les prêtres, abattus, amenés à composition, forcés de transiger.

IV

Vous avez parfaitement conscience de ces choses. C'est ce qui vous rend seul redoutables. Vous êtes comme des hommes prévus, instruits d'avance, avertis; vous vous tenez sur vos gardes en même temps que sur l'offensive. Toujours au second plan, derrière les rois et les empereurs, vous avez joué depuis 1830 votre double rôle de *démunis* et de *conseillers*; conseillers des rois et des empereurs, ennemis des *socialistes* et des *rouges*.

L'empereur Napoléon III n'a pas voulu de vous pour ses confesseurs attirés, ses Lotellier. Il a voulu être libre, indépendant. Tout au plus, dans les jours difficiles, consentait-il à prendre parmi vous ses créatures, ses ministres. De là vos colères, vos haines, vos rancunes profondes, irréconciliables contre lui.

V

Cependant l'Empire s'écroule. La capitulation de Sedan vous met à découvert, et vos ennemis, les *rouges* et les *socialistes*, rentrent dans leur exil pour grossir de leur nombre et de leur qualité les rangs de ceux qui se sont formés *rouges* et *socialistes* en leur absence. Qu'allez-vous devenir? Qu'allez-vous faire?

Devenir ce que vous avez toujours été, faire ce que vous avez toujours fait. Vous tenir à l'ombre, au second plan; puis conseiller, toujours conseiller, et pousser à l'extermination de vos ennemis au moyen de mains qui ne sont pas les vôtres.

VI

Oh! vous n'êtes pas pressés de monter sur le trône, d'apparaître au premier plan et de vous y maintenir. Ce rôle ne vous va pas. Il n'est pas dans vos moyens, vous ne sauriez le remplir. Régner n'est pas votre fait; mais gouverner, administrer, diriger, voilà votre fait, et vous vous y cramponnez.

A défaut d'empereurs bénins, de rois embarrassés, de bonne composition, qui veillent bien enfoncer leur épée souveraine dans la poitrine de vos ennemis pour vous faire plaisir et vous obéir, vous vous contenterez provisoirement d'un mot; celui de *République*.

VII

Oui, vous êtes républicains. Foin de l'empire! foin de la royauté! Ni rois, ni empereurs, de simples magistrats. Vive la République!

Mais, vous ne voulez pas de la République des Pétion, des *bleus*; vous ne voulez pas de la République des Danton, des *rouges*; vous ne voulez pas de la République des Saint-Just, des Robespierre, hommes si effrontément calomniés, des *socialistes*; vous voulez de la République des Vergnani, des Girondins, la vôtre.

VIII

Après la chute de Sedan, votre premier ennemi a donc été la situation de la France. Elle vous a paru redoutable, très redoutable, et l'était en effet. Ce n'est pas seulement la chute de l'empire que cette affaire de Sedan; il y a cette journée du 4 septembre à Paris, où la République est proclamée et où un gouvernement provisoire est improvisé; mais voilà la porte toute grande ouverte à la Révolution, c'est-à-dire pour la destruction du régime qui s'est appelé nouveau en 89 et que vous défendez à cette heure en l'appelant le maintien intégral de la société actuelle.

Vous avez donc eu peur de la Révolution, tout en vous félicitant de la chute du tyran, de l'empereur Napoléon III.

Cette Révolution, à laquelle personne ne songeait alors ou ne voulait point songer, est devenue pour vous l'ennemi visible, et tous vos efforts se sont tournés contre elle.

D'abord il faut détruire, amoindrir son premier fait (le 4 septembre à Paris); puis il faut le frapper de stérilité, l'empêcher d'en produire un second, un troisième, etc. Tel a été votre programme.

Comment accomplir ce programme?

Quelle ressource, à cet égard, vous offrirait la France? Aucune.

Mais l'étranger!

Ah! l'étranger vous en offrait plus d'une. Vous les avez toutes saisies. Qui veut la fin veut les moyens.

IX

Bénis soient les Prussiens! Ils nous ont déjà délivrés de l'empire maudit, ils nous délivreront encore des *rouges*, des *socialistes* et de la Révolution, vous êtes-vous dit entre vous.

Mais il faut pour cela nous entendre avec l'Angleterre, avec la Russie, avec l'Autriche, avec l'Europe.

Et vous vous êtes entendus avec l'Europe, avec Bismark et Guillaume, avec de Beust, Gladstone, Gortshakoff, etc.

Et vous voilà ainsi rendu maîtres de la guerre, et vous avez *conseilli* de Moltke et Guillaume, qui vous ont obéis.

S'ils font la paix à cette heure, c'est que vous le voulez, c'est que vous en avez besoin, c'est que vous vous croyez assez forts et la France assez abattue, décimée. Une telle suspension d'armes vous parait nécessaire pour aborder et braver d'autres périls, attendre, par exemple, en plein parlementarisme vos autres ennemis, *rouges* et *socialistes*, épargnés, non atteints jusqu'ici.

X

C'est donc la France balletante, disposée, prédis-

pose à la Révolution, que vous avez essayé de frapper, de tromper, d'arrêter jusqu'à présent. Vous allez, par votre paix avec le Prussien, la laisser respirer maintenant et marcher presque seule contre vos ennemis les rouges et les socialistes. Qui veut la fin veut les moyens.

XI

Mais la France! oh! nous la calomnions quand nous disons qu'elle ne nous offre aucune ressource! Voyez les gens qu'elle nous envoie! C'est Trochu, c'est Jules Favre, c'est Picard, c'est Gambetta, c'est le vieux Crémieux, c'est Rochefort, c'est Emmanuel Arago, c'est Jules Simon, etc., etc.! Braves gens! qu'allez-vous devenir, grands Dieux! Que voulez-vous faire? En vérité, je vous plains de tout mon cœur et ne voudrais pas être à votre place. Rappelez-vous 48! La situation est mille fois plus périlleuse pour vous qu'elle ne l'était alors pour vos prédécesseurs en Gouvernement provisoire. Nous n'avions pas la guerre étrangère. Ceux qui vous envoient ici sont des rouges, des socialistes, qui n'ont point de profondes racines dans le pays, et les Prussiens y sont. Sondez donc vos reins, messieurs, interrogez vos consciences; surtout point d'orgueil insensé. Songez à votre patrie, à la France pillée, volée, envahie! et obéissez-nous, suivez nos conseils. — Hésitent-ils? Non, ils nous tendent la main et nous consultent soucieux! Allons, messieurs Buffet, de Grammont, Daru, Pouyer-Quertier et vous tous, mes collègues au Corps Législatif qui vous êtes trouvés trop fortement émus dans la nuit du 4 au 5 Septembre, rassurez-vous, reprenez vos esprits; point de protestation imprudente, dangereuse même. Le diable n'est pas si noir qu'il en a l'air. Manœuvrons donc habilement, intriguons, conseillons. Qui veut la fin veut les moyens.

XII

Oh! nous sommes de grands hommes! voyez plutôt, Paris! la capitale! foyer possible de la Révolution! nous nous en sommes enfin rendus maîtres! Nous l'avons isolé de la France en augmentant encore sa force révolutionnaire aux dépens de celle des provinces! Puis, sans elle, nous avons gouverné le reste de la France! Ce foyer de la démagogie est à cette heure bien près d'être éteint. La faim, l'ignoble faim, la presque viduité, épuré. Au besoin, les Prussiens feront le reste en quittant nos foyers. Nous n'aurons pas, cette fois, de journées semblables en tout à celles de Juin 48. Bismark et ses Prussiens y prendront la place de Cavaignac et ses petits bouchers. C'en est fait encore, pour cette ville, de ses prétentions exorbitantes d'avoir toujours dans ses murs le trône et l'administration de la France. Louis XVI et toute sa cour s'en retourneront cette fois à Versailles. Nous resterons dans quelque ville borgne de la province, comme Tibère à Caprée, comme Louis XI dans son affreux donjon. De là nous gouvernerons et administrerons la France. Qui veut la fin veut les moyens.

XIII

Oh! nous sommes de grands hommes! voyez plutôt. Nous ne voulions pas de Gouvernement provisoire issu de la canaille des barricades pour ainsi dire, et nous ne l'avons pas eu. Il est devenu sous nos conseils, à notre approche, simple Gouvernement de Défense nationale, c'est-à-dire rien de fort et de respectable pour le bien de la France, instrument puissant de mal contre nos adversaires les rouges et les socialistes. Au contraire, nous voulions des élections bourgeoises, une Assemblée créant un gouvernement provisoire, une Constituante. Et nous avons lutté! L'étranger, le Prussien, nous ont aidé, soutenu dans cette lutte, dont nous sortons enfin vainqueurs. Oui, nous avons une Assemblée nationale, nous avons un Gouvernement provisoire issu des honnêtes gens! Tout est bien, tout va bien. A la vérité, Paris et son armée capitulent! Paris vient de subir toutes les horreurs d'une famine en hiver! L'armée de Gambetta, soutenue des volontaires de Garibaldi, s'est vue forcée de se disloquer prisonnière sur le sol helvétique! Gambetta a donné sa démission! Garibaldi s'est enfui dans son île de Caprera! Nous sommes vainqueurs sur toute la ligne, et nous faisons la paix avec le Prussien qui emporte avec lui une partie du territoire de la France, une indemnité de guerre de cinq milliards payable en trois ans, des garanties matérielles d'exécution du Traité, et l'honneur d'entrer dans Paris en défilant sur les Champs-Élysées. Que voulez-vous! Qui veut la fin veut les moyens.

XIV

Oh! que d'horreurs, que d'infamies se sont produites

en France depuis septembre dernier! Que d'hommes tués, que de femmes ensévelies, que d'enfants morts! Que de vies humaines gaspillées, saignées, ruinées! Que de blessés, hommes, femmes, enfants, qui traînent quelques heures encore sous le ciel de la vie, et vont enfin rejoindre les cadavres des morts qui, par milliers, les appellent. Mais, que voulez-vous? nous ne pouvions faire autrement. Qui veut la fin veut les moyens. Gloire à nous! nous sommes de grands hommes! —

XV

— Oh! soulage-toi mon cœur! Oui, vous êtes de grands hommes! Vos moyens ont tous été dignes de la fin que vous vous proposiez. Mais ne chantez pas victoire, ô mes terribles amis! Votre combat est en parties liées. Or vous n'avez encore là qu'une manche. La seconde s'engage. Si vous perdez, il y aura donc la belle! O, mon cœur, espérance! France sors de ton deuil inutile, relève-toi! Songe aux vivants, laisse les morts!

XVI

Et lors même qu'en cette fin du siècle, vils souteneurs de la société actuelle;

Vermis aux nés du cul des Girondins! —

comme vous appellerait Voltaire lui-même, l'un de vos maîtres, dans sa langue énergique cette fois, — vous triompheriez des rouges et des socialistes à la fois, ne sentez-vous pas, au-dessus de vos têtes, le souffle tout-puissant d'une philosophie nouvelle, celle du XXème siècle, qui vient au secours de vos adversaires pour les sauver de vos fureurs et pour vous sauver vous-mêmes de vos fautes et de vos crimes!

Association Internationale des Travailleurs.

ADRESSE

AUX OUVRIERS MINEURS

DE PENNSYLVANIE.

Frères Travailleurs,

Le Comité sous-signé, représentant les sections américaines de l'Association Internationale des Travailleurs, vous adresse ses félicitations et l'assurance de ses plus chaudes sympathies pour votre conduite énergique dans la grande lutte que vous soutenez contre les capitalistes propriétaires des mines et des chemins de fer, et nous regrettons profondément de ne pouvoir vous offrir notre aide matériel dans un moment aussi critique.

Dans les conditions présentes de la production, les travailleurs sont obligés de combattre pour garantir le taux de leurs salaires si péniblement acquis, contre l'avarice sans borne des capitalistes; mais quelque préjudiciable que soit cette nécessité, les travailleurs ont des droits, et ils doivent les revendiquer.

Une presse servile a excité l'opinion publique contre vous, en vous accusant d'avoir produit une "famine de charbon"; mais nous savons tous que l'élévation exorbitante des prix n'a été produite que par la rapacité insatiable des exploités des mines et des transports.

Tant que le sol et ses richesses seront entre les mains de quelques spéculateurs, au lieu de retourner à la société comme de droit naturel, les prix de ses produits seront toujours trop élevés, et cela, sans que les salaires puissent exercer aucune influence sur leurs cours.

Il est de votre devoir de repousser les accusations mensongères des capitalistes qui affirment le contraire.

La bonne organisation et la vaste étendue de votre Association, vous garantissent contre les réductions arbitraires de vos salaires; aussi, vos exploités unissent-ils leurs efforts pour la détruire et ils ne négligeront aucun moyen pour y parvenir.

"Être ou ne pas être!"; telle est donc la condition présente des ouvriers mineurs représentés par leur société "Workingmen's benevolent Association"; et sa destruction serait l'asservissement des travailleurs américains.

Frères travailleurs! songez que vous lutez pour votre propre existence et pour l'avenir de vos enfants.

Nous regrettons que les conséquences de cette guerre, au lieu de retomber sur les prolétaires, ne frappent directement sur les principaux chefs de cette troupe de bandits capitalistes.

Tout à vous pour la cause du travail,

Le Comité central de l'Association Internationale des Travailleurs.

New-York, Mars 1871.

SUR LES ÉMEUTIERS.

Une émeute éclate, deux camps s'établissent. Dans l'un, celui des soldats réguliers et des oppresseurs, si vous êtes blessés, vous êtes soigné, rendu à vos foyers après la bagarre.

Dans l'autre, celui des émeutiers, vous êtes fusillé si vous êtes pris et emprisonné, exilé, si vous en réchappez. Et ce sont ces derniers qu'on appelle lâches!

Les lâches, sont ceux qui insultent, lors même qu'ils auraient dix fois tort.

Ce sont ceux qui les traitent de pillards et de voleurs sans s'être informé de ce qu'ils ont réellement fait.

Nous avons vu deux noms de notre connaissance parmi ceux des chefs des insurgés, celui de Mr. Chouteau, homme excessivement paisible et possédant une fortune très considérable, et celui de Mr. Yarlin, travailleur infiniment respectable et écrivain socialiste de la plus grande valeur, et nous sommes certains que ces deux hommes n'ont pu autoriser rien de ce qui s'est fait de mal.

Mais les malheureux novellistes ont tellement l'habitude de calomnier les pauvres et les faibles, et aussi d'appeler voleurs, coquins, toute une compagnie d'honnêtes gens parmi lesquels il s'en serait glissé un seul, qu'ils n'ont pu résister à nous lâcher leurs tirades qu'ils auraient dû jeter dans l'égoût.

Il y a peu de journaux où quelque misérable coquin n'ait pas quelques rapports d'intérêt, il y en a encore moins où ceux qui les dirigent ne fassent du chantage; serait-ce une raison pour dire que tous ceux qui y écrivent, que tous ceux qui les approchent ou même s'y abonnent, car c'est en quelque sorte les encourager, sont des misérables comme eux? Voilà pourtant ce que les novellistes nous disent.

Maintenant, connaissant la mauvaise foi, l'hypocrisie et la cruauté des Dufaure, Thiers et Vinoy, cette trinité de sang et d'oppression, il a fallu que les hommes qui se sont laissés porter à la tête de l'insurrection de Paris fussent bien courageux.

Car, ils peuvent y compter, Dufaure, ce ministre sanguinaire qui ne voulait pas absolument que Louis Philippe gracieux Barbès qu'il savait innocent, mais qui voulait qu'on le guillotinat pour l'exemple, ne lâchera pas sa proie, s'il les tient.

Thiers et lui n'ont jamais passé dans un ministère sans y persécuter, exiler et faire mourir les républicains, et ils sont trop vieux pour changer de manière de faire. De plus, Vinoy, cet assassin de décembre, y est trop intéressé aussi pour ne pas leur faire continuer le massacre général.

Vraiment, c'est à cracher sur l'humanité tant elle est injuste!

Un homme se croyant en droit de vous gouverner, vous insulte, vous baillonne, vous frappe, vous empêche de lire, de parler, d'écrire, de vous réunir et de vous défendre, vous vous indignez avec raison, vous vous insurgez contre ses prétentions avec justice, et vous arrivez tort! Décidément, Jean Jacques disait vrai, il vaut mieux aller vivre avec les sauvages.

Les Polémistes Américains

ET LES ROUGES.

Nous vivons toujours avec une profonde tristesse les polémistes parler des partis politiques avec la plus grande légèreté, pour ne pas dire avec la plus remarquable ignorance.

Obligés d'avoir tous les matins une tartine prête pour le déjeuner plus ou moins intellectuel de leurs lecteurs, ces polémistes de métier la font à la hâte, par routine et sans trop savoir eux-mêmes de quoi elle se compose.

Aussi, les voyons-nous changer d'opinion chaque semaine, et ceux qui s'occupent des affaires de la France, prêcher quelquefois la République avec tel ou tel singe à son sommet pour au dire simplement le prétexte de déclamer contre tel ou tel républicain de talent qui ne veut pas d'une République sans liberté, comme la comprennent les monarchistes.

Leurs quotidiennes rengaines contre les socialistes qu'ils n'ont jamais eu le temps de lire, tant le jeu et le cottillon les occupent, prouveraient, si on les supposait

gens d'esprit, qu'ils ne se doutent même pas que le dix-neuvième siècle a une œuvre à accomplir, qui est la continuation de celle du dix-huitième; et que le seul honneur qui reste à la France, le seul qu'on ne peut lui ravir, ni lui disputer, c'est d'avoir la première, à la fin du siècle dernier, posé la question sociale que le nôtre doit résoudre.

A peine Babeuf, le radical applicateur des théories économiques et sociales de la Révolution Française venait-il d'être décapité à Vendôme par les honnêtes modérés, que St. Simon reprenait son idée en sous-œuvre, pour la modifier et la prêcher aux industriels qui l'avaient combattue en Babeuf.

Charles Fourier ensuite la développait, l'élargissait et démontrait que, par la série, l'application en était pratique.

Puis des hommes de génie tels que Bazard, Pierre Leroux, Enfantin, Proudhon, Considérant, Louis Blanc, Auguste Comte, en tentaient l'application envers et contre les routiniers toujours assez stupides pour affirmer que toute tentative doit être à ses débuts parfaite, irréprochable, obliant que la première machine à vapeur qui a été faite n'avait ni la puissance, ni les avantages que celles qui lui ont succédé ont obtenu graduellement, et qu'il doit en être de même pour tout essai de transformation sociale.

Toutes ces tentatives, tous ces projets, tous ces essais sont lettre morte pour ces polémistes vivants. Il leur faut des expédients, rien que des expédients.

Y a-t-il une loi qui doit régler mathématiquement la distribution des richesses de façon à ce que chacun soit rétribué au prorata de ses efforts? Que leur importe!

Cette loi est-elle violée, ou seulement gênée par les mesures qu'ont déjà prises ceux qui sont à la tête du gouvernement? Est-ce que cela les regarde?

Les mesures que des membres d'un gouvernement prennent, peuvent réduire les travailleurs à la misère et faire de la France une nation au-dessous de ce qu'elle pourrait être réellement? Est-ce qu'ils s'en inquiètent?

Insulter les faibles, tomber sur les vaineux, aboyer comme des chiens après tous ceux qu'un trop maigre salaire atrophie, à la bonne heure, voilà qui leur va, qui est facile à faire et qui leur est surtout toujours bien payé.

Cependant le jour n'est pas éloigné où ces malheureux devront s'apercevoir qu'ils ne sont rien, absolument rien qu'une plume flexible payée à tant la ligne ou tant par semaine, pour crier ceci ou cela au gré du boss, car ils ont un boss, tout comme le plus pauvre des prolétaires.

Ma dignité, disent-ils quelquefois en se comparant aux autres salariés qui ne tiennent pas la plume.

Elle est belle ta dignité, grand polémiste, surtout s'il t'arrive une fois par hasard d'avoir écrit quelque chose de généreux.

Tiens, en voilà un échantillon. C'est un petit dialogue qui a eu lieu à Paris en 1861 et qui a dû se répéter un peu partout.

LE BOSS. — Mon cher rédacteur, vos articles sont bien tonnants depuis quelques jours, il faudra dès demain y mettre une petite sourdine.

LE POLEMISTE. — Moi, cher patron, j'étais indigné et croyez que je me suis contenu. Ma conscience a fait à la douceur et à la bienséance toutes les concessions dont elle est capable.

LE BOSS. — Mon cher rédacteur, je respecte infiniment votre conscience, oh très infiniment, mais il n'en est pas question ici.

LE POLEMISTE. — Comment!

LE BOSS. — Non! mes abonnés n'aiment pas qu'on les dérange de leur tranquillité quotidienne dans laquelle nous les avons habitués à se délecter, voilà tout!

LE POLEMISTE. — Mais cher patron, quand les événements vous font bouillir le sang, que la honte vous monte au cœur et le rouge au visage?

LE BOSS. — Mon cher rédacteur, je vous ai déjà dit qu'il ne s'agit ni de votre cœur, ni de votre sang, ni de votre conscience, mais de ma caisse; or, vous comprenez.....

LE POLEMISTE. — Je comprends!....

Eh bien! Polémiste digne, qu'attends-tu pour te rallier à la cause des rouges et des socialistes qui eux, placent la dignité humaine au-dessus de tout?

Va, tu as beau régrimber, le problème est posé, il n'y a plus de milieu, il faut être le loup ou le chien de la fable.

Eh bien! voilà ce qui m'attriste, c'est qu'il y a cent à parier contre un que tu vas préférer être le chien!

Viens, après ce choix, nous morigerer et nous faire des remontrances, tu seras bien reçu.

**Ce que les Anciens pensaient de LA BOURGEOISIE.**

"La Bourgeoisie a toujours été égoïste et cupide, sans délicatesse et sans patriotisme.

"On n'a jamais pu compter sur elle pour la défense de l'état.

"Ne comprenant pas le point d'honneur pour elle-même, il devient un non sens à l'égard du pays.

"Partout où l'ennemi, franchissant les frontières, a promis de respecter les maisons, les magasins et boutiques des particuliers, les bourgeois ont été d'avis d'ouvrir les portes de la cité."

Voilà ce qu'a écrit il y a plus de deux mille ans Xénophon.

Ne dirait-on pas qu'il avait deviné les honnêtes et modérés de Nancy, de Rouen et autres villes bourgeoises?

"Leurs avocats, ajoutait-il, n'ont que des mots à leur service et point d'idée, et ils ne s'en servent que pour tromper et s'enrichir.

"L'équivoque est l'arme dont ils se servent pour manquer à leur parole et embrouiller les questions afin de déposséder les peuples de leurs droits."

Ne dirait-on pas que Thiers, Dufaure, Favre et tous les avocats vivaient du temps de ce véridique Xénophon.

"Toutes les nations ont péri par l'avènement des bourgeois aux affaires publiques, partout la domination bourgeoise a été la principale cause d'une décadence rapide" disent Pline, Sénèque, Suétone, Tacite et autres.

"Parce qu'ils ne peuvent supporter, dit Platon, qu'une forme de gouvernement où il y ait plusieurs conditions de citoyens, où les riches commandent et les pauvres obéissent.

"La plus le crédit des richesses augmente, plus l'ascendant de la vertu décroît.

"Les honnêtes gens, s'ils ne sont riches, n'y jouissent d'aucune considération; l'or et les plaisirs qu'il procure sont seuls estimés.

"On flatte, on admire le riche; les emplois sont pour lui seul.

"C'est assez d'être pauvre, pour être méprisé.

"L'aptitude aux charges publiques n'est reconnue qu'aux leurs, et les riches, seuls législateurs, font toutes les lois à leur avantage."

Aristote, lui, est encore plus explicite. Il a peint dans un de ses chapitres, tous les gouvernements qui, depuis la mort de Robespierre, se sont succédés en France jusqu'à aujourd'hui inclusivement, excepté le règne du gouvernement provisoire de 1848.

"Abaisser, tant qu'il est possible, les personnages les plus remarquables et s'en défaire par la persécution et la calomnie.

"Ne permettre au peuple, ni banquets, ni sociétés, ni instruction, ni autres choses semblables.

"Ecarter tout ce qui est propre à élever l'âme et à imprimer la confiance, leur défendre toute réunion ayant pour but de s'instruire des affaires publiques.

"Prendre toutes les mesures pour empêcher les habitants de se lier mutuellement les uns avec les autres.

"Avoir des patrouilles qui aillent par les rues et des espions qui écoutent aux portes des maisons, éventer tous les secrets, afin d'empêcher qu'une trop grande confiance ne s'établisse entre les citoyens.

"Appauvrir la masse des citoyens par l'excès du travail et la modicité de leurs salaires, les obliger de ne s'occuper que de leurs besoins les plus matériels pour les empêcher de conspirer.

"Accabler de lourds impôts et faire de temps en temps la guerre, pour resserrer davantage les liens de la discipline.

"Dépraver et avilir pour se consolider, voilà, dit Aristote, le gouvernement que la bourgeoisie affectionne et dont elle ne peut se passer."

Honte, misère, lâcheté, dirons-nous à notre tour, voilà la trinité qu'elle vient de donner à la France, avec ses prêtres pour l'abêtir, ses magistrats pour la tromper et ses militaires pour l'effrayer et l'égorger.

Comprendra-t-on à la fin qu'il faut que cela cesse, et que ce n'est pas en changeant seulement les hommes qui sont au pouvoir que cela arrivera, mais en donnant une nouvelle issue à la production, à l'échange et à la consommation des richesses.

Les gouvernements finiront-ils par savoir que le chauffeur d'une locomotive qui voudrait empêcher à la vapeur de s'échapper, parce que le bruit qu'elle fait lorsqu'elle en sort l'ennuie et le contrarie, la ferait éclater sûrement, et qu'il en est de même d'une société.

Bailloner, tourmenter, comprimer un peuple, c'est

vouloir qu'il fasse explosion.

Quand donc comprendra-t-on qu'il n'y a que la liberté qui donne la paix.

Voilà deux mille ans qu'on nous l'enseigne, ne serait-il pas bientôt temps d'en savoir la leçon.

Nous avons reçu de la section de San Francisco, une pièce de vers composée par un de ses membres; nous aurions voulu la publier en entier, mais l'abondance des matières nous oblige à n'en donner qu'un extrait.

A sa Majesté très-civilisée

**L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE.**

Moi qui, républicain, ne veux pas de frontières, Et qui n'ai pas sonné les fanfares guerrières

Pour conquérir le Rhin,

Vieux Guillaume, je veux laisser sur ta mémoire

Un stigmate éternel que gardera l'histoire

Sur un feuillet d'airain.

Quand Napoléon trois, cotte lâche coulevre,

Rampait sous tes talons, là finissait ton œuvre.

Mais quand la Liberté

Vient nous sauver l'honneur, voilà qui t'effarouche,

Alors ton masque tombe, et nous voyons Cartouche

Avec sa cruauté.

Tu ne peux plus cacher tes actions cupides,

Et tout l'argent volé par tes bandes avides

Ne fait pas ton appoint.

Tu quittas ton épée un soir, dans le silence,

Avec l'intention de crocheter la France

Le rossignol au poing.

La honte est sur ton nom, et ton âme est jugée;

Tu veux le déshonneur de la France égoragée;

Saxons et bavares

Te prêtent leurs forfaits pour combler la mesure

Mais notre République en montrant sa blessure

Etouffera les rois.

De ces loups couronnés ne laissons pas de trace.

Réglez les frappaons l'abominable race

Qui partout nous courbait.

Peuples, révoltez-vous! Martyrs, que chacun s'arme!

Jusqu'au dernier César il faut sonner l'alarme

Et garder le gihet.

**AVIS.**

L'Union Républicaine de New-York, dans sa dernière Assemblée générale du 9 Avril a décidé que la liste des coupables du 2 décembre serait réinsérée dans un numéro du Bulletin, ad hoc, et a autorisé le citoyen Debuchy à en disposer au prix de coût, pour la propagande.

**CONVOCATION.**

La Section française de l'Association internationale des Travailleurs se réunit le 1er et le 3ème Dimanche de chaque mois, à 9 heures du matin, au numéro 100, Prince street.

**REUNIONS.**

**A New-York**

La première section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100 Prince street.

La deuxième section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du Bulletin, se réunit le premier et le quatrième lundi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du Bulletin de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.

Si nous  
passé entre  
Versailles,  
chent toute  
La pre  
France ser  
et les siens,  
vie de cent  
à bon mar  
Il ne veu  
du monde

La secon  
de Versail  
qu'une Ré  
tendue dist  
autres ville  
librement  
maîtres et  
France en  
yeux Pexer  
qui se por  
La troisie  
nérosité, le  
les quelque  
ont élus po

Maintena  
y en a un tr  
rigé neuf fo  
la canaille t  
intecf, pou  
montant et  
insurgés les

Les solda  
qu'ils égorg  
pas en l'ho  
— c'est M.  
à l'atelier.

Fameux  
mécé réguli  
et se sont t  
mille à la f

Nous ne  
la France,  
seulement  
Paris, mieu  
d'hui, sera  
volution m  
fédération

La Révolu  
cation?

D'où vient  
Où va-t-elle  
Voilà ce q  
peine de ton  
compagnie d  
des jésuites  
leur vie.

Si la Rév  
dans le mou  
tes ont raiso  
nous accord  
leur bon pla  
Fordre, et s